

Mardi 1er octobre à Tournay, ce sont près de 25 maires des 53 communes que compte la Communauté de Communes des Coteaux du Val d'Arros qui avaient répondu présents à l'invitation de l'intersyndicale des finances publiques (CGT-Solidaires-FO) .

Christian Allégret, président de la communauté de communes des coteaux du Val d'Arros et André Fourcade, conseiller départemental étaient à leurs côtés.

Un seul objectif commun et visiblement partagé : réaffirmer l'attachement au service public de proximité et exiger de la direction des finances publiques des Hautes Pyrénées et du Préfet l'abandon du projet de fermeture de la trésorerie de Tournay au 1er janvier 2020 et au delà, obtenir le retrait d'un plan de restructuration du réseau des finances publiques (plus connu sous le vocable de Plan Darmanin) qui aurait vocation à être imposé en 3 mois.

La journée de mobilisation avait commencé, ce jour de marché, par la signature de pétitions et des échanges avec les habitants, usagers du service public, qui ont dénoncé des décisions qui mettent à mal leur vie quotidienne et auraient pour principale conséquence d'éloigner les populations de leurs services publics, en fait un processus de désertification des zones rurales alors que les services publics contribuent au vivre ensemble.

A 11 h 30 et après un rassemblement symbolique devant la trésorerie de Tournay menacée, les prises de parole se sont succédées sur la place d'Astarac.

L'intersyndicale par la voix de José Navarro de la CGT est revenue sur la logique globale du plan qui aboutirait à l'échelle du pays à rayer de la carte la moitié des centres des finances et 2/3 des trésoreries.

L'importance de démarches communes (population-élus-agents des finances publiques) a été soulignée.

Il a été rappelé que près de 100 délibérations de communes demandent le retrait du plan et une table ronde en préfecture afin de débattre de l'organisation des services publics financiers à l'échelle du département, trois communautés de communes (Pyrénées Vallée des Gaves, Coteaux du Val d'Aros, Aure Louron) ainsi que la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées représentant au total 233 communes (la moitié des communes du département) demandent toutes une organisation des services publics financiers basés sur un schéma maintenant des services de pleine compétence et le rejet du plan Darmanin.

D'autres communautés de communes ont également prévu de statuer sur le plan proposé par l'administration et le conseil départemental se prononcera officiellement lors de sa séance plénière du 11 octobre.

Le maire de Tournay (M.Denagiscarde) ainsi que le président de la communauté de communes (M. Christian Allégret) ont pris successivement la parole pour affirmer leur rejet des propositions de la direction départementale des finances publiques et demander le maintien de la trésorerie de Tournay dans toutes ses compétences (accueil fiscal et gestion des collectivités locales).

Des élus ont également émis l'idée d'un rassemblement commun en Préfecture pour exiger du Préfet la prise en compte de la voix des territoires et des populations.

Pour l'intersyndicale, cette dernière proposition est effectivement un objectif commun qui va être proposé aux parlementaires du département.

Elle a également rappelé que ce combat pour le service public de proximité va de pair

avec le maintien de l'emploi public : un service public financier de proximité digne de ce nom ne peut exister si le gouvernement continue de détruire des emplois (5000 suppressions d'emplois à la DGFIP en trois ans programmées par le Ministre des comptes publics).

L'intersyndicale a annoncé que les mobilisations et les initiatives vont continuer .









Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Infos / actions](#)

[Lutttes 2019](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
